

Supplément gratuit au *Monde libertaire* n°1658

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste

POURQUOI CE JOURNAL ?

Il y a plus d'un an, Presstalis, quasi monopole de la distribution de presse en France, lançait une offensive contre la presse libre. Par une révision drastique des tarifs, elle condamnait les journaux anarchistes et révolutionnaires à l'asphyxie économique. Le Monde libertaire (ML), le plus vieux titre de la presse anarchiste française, et l'un des plus anciens de la presse tout court, ne pouvait pas rester passif. Nous nous sommes d'abord défendus. En augmentant le prix de notre journal, puis en lançant une souscription de soutien, nous nous sommes adressés à vous. Parce que c'est grâce à vous que nous existons. Parce que c'est grâce à votre solidarité active que nos efforts constants ont un sens. Grâce à vous, ce vieux mais solide bateau n'a pas chaviré sous la bordée des vendeurs de papier. Nous ne sommes pas encore tirés d'affaire. Mais la meilleure défense c'est l'attaque. Et nous avons choisi d'attaquer.

Lors d'un congrès extraordinaire, la Fédération anarchiste a décidé d'éditer non pas un, mais deux hebdomadaires ! Le premier, c'est celui que vous connaissez peut-être : le ML et ses 24 pages, disponible chaque jeudi dans tous les bons kiosques. Le second, c'est celui que vous découvrirez : un ML de 8 pages diffusé gratuitement, chaque semaine, par les militants de la Fédération anarchiste ! Le but de cette publication est de faire connaître au plus grand nombre ce qu'est réellement la Fédération anarchiste : un journal, une organisation fédérale, une association d'individus oeuvrant, fraternellement, à la réalisation de notre idéal libertaire : une société débarrassée des maîtres et des dieux ! Chaque semaine, les militants de la Fédération anarchiste vous feront connaître les points de vue, les outils et les propositions développés par les libertaires. Chaque semaine, les militants de la Fédération anarchiste se feront connaître auprès de vous afin de vous permettre, si la révolte gronde en vous, de les rejoindre et de travailler ensemble à la révolution sociale. Et chaque semaine, la Fédération anarchiste fera, par ses propres moyens, la démonstration qu'il est possible d'organiser un réseau de diffusion de presse hors d'atteinte de la vérole capitaliste. Vive l'anarchie !

L'administration du Monde libertaire

Le triple A de la semaine



ANTISOCIAL, ALTRUISTE FACTICE, ABERRANT : telles sont les « qualités » qu'exhibe le député UMP Paul Salen. En effet, cet élu de la 7^e circonscription de la Loire a eu l'idée d'un projet de loi discuté le 25 janvier à l'Assemblée nationale qui fleure bon le foutage de gueule, enrobé, comme il se doit, dans une épaisse couche de bons sentiments et arrosé d'abondants épanchements lacrymaux. De quoi attirer les grands sentimentaux qui sommeillent en tous et faire passer les critiques pour d'odieus butors... Ce député à l'âme généreuse, bon comme du bon pain, et fidèle à la pente christo-libérale de son camp, propose donc, dans un élan de charité – sitôt transformé en élan de solidarité dans les gazettes que j'ai consultées –, qu'au sein d'une entreprise les employés puissent offrir leurs RTT à des collègues qui auraient besoin de s'absenter durablement de leur travail pour... soigner un enfant gravement malade ! L'idée lui est venue après avoir pris connaissance d'un tel cas, quand un salarié d'une usine Badoit, sise dans la Loire, avait pu bénéficier, grâce à la générosité de ses collègues et de la bienveillance de la direction, de 170 jours de RTT, temps qu'il a pu passer à veiller sur son enfant cancéreux, avant que la mort ne l'emporte. Le député, bon comme le bon pain, veut donc que ce geste « spontané » soit transformé en loi. La proposition de loi ainsi élaborée a été approuvée par l'UMP et le

Nouveau Centre, les socialistes se sont abstenus (courage, fuyons). Seuls les communistes ont voté contre. Le député reconnaît lui-même que les dispositifs actuels sont insuffisants (le congé de présence parentale est de 1 000 euros par mois) ; la solution est donc de faire payer par une pseudo-solidarité locale les salariés, sans participation du patronat, et aux dépens d'une solidarité généralisée. Le déficit des comptes publics est bien entendu invoqué pour justifier que les aides d'État ne puissent garantir un tel soutien aux familles ainsi frappées : « Ma proposition de loi, elle ne va rien coûter à l'État, elle ne va rien coûter aux entreprises pour l'organiser et elle ne va rien coûter aux salariés puisqu'ils ne donnent pas de l'argent mais du temps. » Et l'homme bon comme du bon pain de justifier que sa loi ne concerne que les enfants : « D'après tous les experts que j'ai pu rencontrer, autant la présence affective permanente est indispensable pour les enfants, autant cela n'est pas forcément justifié pour un adulte, qu'il s'agisse d'un conjoint, d'un frère, d'une mère, etc. »

La société à laquelle nous aspirons, faisant du travail un moyen et non une aliénation permanente, sera telle que quiconque pourra veiller sur un proche malade sans avoir à se poser la question de sa propre survie économique.

Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste

À l'assaut du vieux monde



VOICI QU'AUJOURD'HUI le quinquennat se mesure en deux cents jours. Il y a les cent premiers, au cours desquels un ex-avocat d'affaires, que la naïveté populaire a mis sur le trône, gesticule à qui mieux mieux, s'agite et court ça et là, les manches retroussées, le menton haut, le geste large.

Et puis les cent derniers, temps du come back qui voit l'agitation reprendre un Président pas encore détrôné, lequel multiplie les annonces fracassantes, les décisions «nouvelles» bientôt caduques et les vœux de bonne année.

Entre ces deux périodes censées nous éblouir, la clique gouvernementale s'est donnée les moyens que lui permettait le chèque en blanc laissé par quelques millions de naïfs. Des milliards distribués aux banques. Des cadeaux mirifiques aux patrons. Le silence autour des entreprises qui jettent les salariés sur le carreau après les avoir pressés comme des oranges. Une philosophie de la compétition assise sur le dieu Fric, qui envoie les pauvres diables se faire pendre ailleurs quand ils ne végètent pas de dépression et dépression.

Un fossé qui se creuse entre les riches et les pauvres, et une distance qui se réduit entre toi, moi, nous, et les huissiers.

Car nous n'avons pas eu de répit! Que l'on sue au travail ou que l'on s'épuise au chômage, combien sommes-nous, ici, au **xxi^e** siècle, à envisager la fin du mois avec angoisse, à nous résoudre à cette malbouffe à prix discount qui nous tue à petit feu, à tenir des comptes toujours sur la corde raide? Combien sommes-nous, devant notre portefeuille, à hésiter pour un livre, une place de cinéma, un spectacle vivant? Combien à

renoncer aux sorties, aux vacances, aux extras qui, autrefois, rendaient notre condition un peu plus supportable?

La politique menée depuis cinq ans par celui qui a consacré une droite décomplexée, stupide et vulgaire, rendrait hautement progressiste la moindre proposition émise sans conviction par un candidat rosâtre. Ne nous y trompons pas! L'absence remarquée des forces dites «socialistes» de tous les conflits sociaux de ces dernières années – et ils ne furent pas rares! –, leur mollesse sur tous les terrains, leurs éternelles luttes intestines et leur absence totale de propositions émancipatrices, doivent nous les faire tenir pour ce qu'ils n'ont jamais cessé d'être: des opportunistes que les sinécures ne satisfont plus, qui furent tenus trop longtemps à l'écart du trône et qui voudraient bien se rapprocher de la caisse!

Il se pourrait bien qu'un «socialiste» attrape le pompon si le pouvoir capitaliste estime qu'il sera plus avantageux de laisser à la gauche le soin d'accomplir le sale boulot, pendant que la droite récupère, à l'ombre d'une opposition bien commode.

Il se pourrait aussi que l'ex-avocat d'affaires rempile, pour peu que ses adversaires soient vraiment trop nuls, ou qu'on nous refasse le coup du fascisme entre les deux tours.

Quelle différence?

On continuera de te faire les poches, citoyen! Tu continueras à suer sous le bur-nous pour des clopinettes, avant de te faire mettre à la porte parce que d'autres, encore plus aux abois, auront accepté de travailler à meilleur marché, plus longtemps, plus docilement.

Méfie-toi: tu travailleras bientôt à crédit. La peine maintenant, la paye à la Saint Glinglin!

L'esclavage va revenir à la mode! Eh, pourquoi pas? quand la misère devient une habitude...

On va bientôt nous demandons de «faire notre devoir civique». D'aller voter. D'aller choisir notre futur maître. Celui qui...

N'y allons pas! Faisons passer le mot! Cette grève du vote est simple, elle est à la portée de n'importe qui et ne réclame aucun effort particulier.

Et, selon le résultat, poussons un peu plus loin. La grève du travail. Faisons passer le mot!

L'arrêt de la machine à produire du désespoir, puisque nos mains fabriquent ce que le cerveau des nantis conçoit pour nous asservir.

Et, selon le résultat, poussons un peu plus loin. Reprenons l'outil de travail pour le faire fonctionner avec la seule chose dont un cerveau de nantis est dénué: l'intelligence. Autogérons les services, les usines, les ateliers et produisons ce qui sera utile et bénéfique à tous, sans nous tuer à la tâche!

Faisons passer les mots! Et, comme d'autres de nos frères qui étaient privés de tout et qui se sont révoltés, hier et aujourd'hui, partons à l'assaut de ce vieux monde pourri qui ne tient debout que grâce à notre résignation!

Stéphane

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Solidarité ouvrière

Droit du travail malmené

LA DÉLOCALISATION des entreprises aura été la cerise sur le gâteau des profits capitalistes. On connaît la chanson : une entreprise engrange des bénéfices, mais sous la pression des actionnaires (ou le sentiment du patron) on veut gagner plus. Alors, il n'y a que l'embarras du choix ! On a souvent opposé aux « nantis » européens la manne que représente pour les populations locales un emploi et un salaire. Mais pour les conditions de travail on verra après... Et c'est pourquoi des militants de la CGT Michelin, la CAPER Clermont-Ferrand et des associatifs ont lancé une pétition pour soutenir la lutte de paysans indiens (de la caste des intouchables). Ceux-ci défendent leurs zones de culture, leur environnement forestier qui sont sous la menace de l'implantation d'une usine Michelin. Comme le soulignent les initiateurs de la démarche, il s'agit là d'un internationalisme concret.

Le bourg de Thervoy Kandigai situé dans un État du sud de l'Inde (Tamil Nadu) rassemble 1 500 familles. L'espace où devrait s'implanter l'usine de pneus est déjà clôturé, des bâtiments sont en construction. La déforestation est en marche. La pétition¹ demande l'annulation du projet ; la restitution des terres aux villageois ; une indemnisation pour les terres détruites ; la libération de huit emprisonnés et l'amnistie de soixante et un inculpés.

Mais ça, c'est sûr que ça ne fait pas la une des gazettes et quotidiens. Ce qui agite les médias, c'est l'officialisation par Bernard Thibault lui-même de son retrait de la direction de la CGT en 2013. Adieux de music hall, enfumage subtil ou état d'âme ? On peut imaginer le pire. Enfin, tout de même pas ce qu'on a souvent entendu sur Chérèque et la CFDT³. Dans ces périodes où le monde politique et ses agités frolent souvent précipices et autres abîmes, on peut imaginer une cuvée 2012 d'union sacrée pour sortir des marasmes et de la crise. De toute façon, tout en gardant de l'espoir au cœur, il faut bien se dire que le syndicalisme français est bien une sorte d'« homme malade de l'Europe sociale ».

Torrent Impétueux

1. La pétition est sur le site Où va la CGT?

2. À l'heure où vous aurez ce *Monde libertaire* entre les mains, le président aura paradé dans les lucarnes étranges et se sera fait de nouveaux habits de combat.

3. À savoir de rentrer carrément au gouvernement. Un membre des pouvoirs publics aurait même dit qu'il était plus utile à sa place. Comme il y a belle lurette que l'on assiste à une gémellité CGT/CFDT, on se demande un peu si par hasard...

APRÈS LES RÉQUISITIONS PRÉFECTORALES pour briser les blocages des raffineries pendant l'automne social de 2010, l'État reprend sa bataille, jamais abandonnée, contre le droit de grève. En cette fin de janvier 2012, l'Assemblée nationale a voté une loi visant à « limiter le droit de grève dans les transports aériens », déposée par le député UMP Éric Diard en novembre 2011. Le parti au pouvoir a rebondi sur la grève des agents de sécurité des aéroports de décembre pour accélérer les choses, campagne électorale oblige. L'objectif de cette loi n'est, pour une fois, pas dissimulée, en témoigne les dires de l'abjecte Thierry Mariani (ministre des Transports) dans *Le Parisien* : « Bagagistes, agents de sûreté, techniciens de maintenance, essenciers, personnel d'escale, hôtesses ou pilotes ont les moyens de désorganiser le transport aérien et de bloquer des milliers de passagers dans les aéroports. Cela n'est plus acceptable. » Cette destruction du droit de grève des travailleurs aéroportuaires reposent essentiellement sur deux points :

- Obliger les salariés à se déclarer individuellement comme grévistes au moins 48 heures avant la grève (les non-grévistes devront, également, désormais, se déclarer comme tel 48 heures avant).

- La mise en place d'une négociation obligatoire avant toute déposition d'un préavis.

Le non-respect de ces deux obligations expose, bien sûr, les salariés à des « sanctions disciplinaires ».

Bref, si les salariés des aéroports ont toujours, théoriquement, le droit de grève, la force de celui-ci s'en trouve considérablement réduite. Annoncer une grève deux jours avant le jour J laisse amplement le temps à la direction de réorganiser ses « ressources humaines » en vue de limiter, voire de rendre nul, l'impact de l'arrêt de travail. En outre, l'obligation, pour les salariés, de se déclarer individuellement comme grévistes ou non auprès de leur direction, rend désormais légal le fichage systématique du personnel. À ce sujet, Fatiha, présidente du Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) dénonçait dans *L'Humanité* : « Les employeurs prennent déjà ce critère [celui de la participation à une grève] en compte pour accorder ou non des promotions. Mais cette disposition va leur permettre de ficher les grévistes de manière systématique. »

Outre cette entorse au droit de grève, le droit du travail est également malmené à échelle européenne. Récemment, la Cour européenne de justice a débouté une salariée allemande qui exigeait des indemnités



de son employeur suite à un enchaînement successif de 13 CDD. Estimant que les renouvellements de ces contrats précaires étaient justifiés « par le besoin de remplacement » – y compris si ce besoin est « récurrent » voire « permanent » –, l'instance européenne a ainsi tiré les premières balles sur la sécurité de l'emploi inscrite dans le droit du travail (qui stipule que le CDI doit être la forme générale de contrat). De quoi faire saliver les patrons, qui se félicitent déjà de nouvelles conquêtes anti-sociales.

Bref, les attaques n'en finissent pas, et ne finiront sans doute jamais. Une fois de plus, l'Assemblée nationale et la justice ont montré de quel côté leur cœur penchait dans la lutte des classes. L'État au service des salariés comme l'Europe sociale sont deux chimères dont il conviendrait enfin de se débarrasser pour ouvrir la voie à l'autonomie du mouvement social, celle qui se construit à la base, dans les organisations de travailleurs.

Guillaume

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Procès-comédie

pour une récup'



DEUX PERSONNES passaient cette semaine en procès pour de la «récup» dans la poubelle d'un Spar de Saint-Benoît (sans plainte du proprio). Pour l'occasion et en solidarité, un rassemblement-tractage d'une trentaine de personnes devant le palais de justice. Ainsi qu'un marché gratuit sur un étal, toujours bien en face du TGI, avec des fruits et légumes récupérés la veille au marché des Couronneries.

On aura rarement vu spectacle aussi grotesque au tribunal – et pourtant, fichtre, on a l'habitude. Pas moins d'une heure et quart à discuter autour du fait que deux personnes se soient servi dans une poubelle pour récupérer des produits alimentaires périmés ! Le tout transformé en «vol en réunion avec effraction et ruse» – prière de ne pas rire (ça ne plaît pas trop au juge).

On comprend mieux le pourquoi d'un tel acharnement à l'écoute du réquisitoire de la procureure : n'ayant aucune preuve sous la main – puisqu'il n'y a rien dans ce dossier – les trois quarts de ses propos ont tourné autour du fait que ces deux personnes soient des militants. Elle a ainsi parlé un bon moment du tract pour l'occasion. À aucun

moment la preuve d'un vol n'est établie, on fait donc avec ce qu'on peut : la proc parle du casier militant des deux personnes, leur reproche de n'avoir rien dit en garde à vue, etc.

On culmine dans le cocasse à l'écoute de la peine finalement requise : huit mois de prison, dont deux fermes, pour chaque prévenu ! Prière de ne pas s'esclaffer ni d'applaudir cette prestation : le juge rouspète à ce qu'il nomme une manifestation d'un «fan-club» et menace d'interrompre la séance si ça se reproduit encore.

L'avocate des deux inculpées prend la parole. Elle trouve «extraordinaire» le fait qu'on leur reproche d'exercer leur droit au silence en garde à vue, qu'on parle de militantisme pour cet acte si cruellement banal, pour ces deux personnes qui survivent avec peu de ressources, comme pour tant d'autres. Elle démontre ensuite que le «vol» n'est constitué ni matériellement ni moralement, et encore moins «l'effraction» dont on ne trouve aucune trace. Que même s'il y avait eu entrée dans le local, cela ne pourrait pas constituer une infraction puisque la jurisprudence considère que la nourriture périmée

abandonnée dans une poubelle n'est ni une «propriété» ni une «marchandise», et cite à l'appui une décision de justice de 2002 où quelqu'un avait été relaxé pour les mêmes faits (commis, qui plus est, à l'intérieur d'un magasin). Qu'il n'y a d'ailleurs même pas d'effraction du local, mais que la nourriture récupérée l'a été dans les poubelles... sorties du local pour l'occasion et déposées sur le parking public, à destination des éboueurs. L'avocate raille ensuite l'accusation de vol «avec ruse», vocable juridique complètement inadéquat puisqu'aucun «subterfuge» n'a été utilisé.

Après un quart d'heure de délibération, le tribunal rend un verdict d'évidence : relaxe.

Néanmoins, chaque inculpé devra tout de même s'acquitter d'une amende de 100 euros pour refus de prélèvement ADN ; alors même que le délit n'a pas été constitué. Mais de ça aussi, hélas, on a l'habitude.

Juanito

*Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste*

L'esclave des esclaves

LA DÉCISION EST TOMBÉE: la dernière usine de fabrication de lingerie féminine en France risque fort de fermer. Chez Lejaby, 255 licenciements sont en cours, concernant presque exclusivement des femmes. Le propriétaire autrichien Palmers voulait fermer ce dernier site pour le délocaliser en Tunisie, où la main-d'œuvre est beaucoup moins chère. C'est un fait, cela étant, comme le dit Janine Caillot déléguée CGT : « Qu'on arrête de nous parler de baisser le coût du travail ! Je gagne 1 180 euros par mois avec 35 ans d'ancienneté¹. » Mais rien n'y fait, même les défilés à travers Yssingeaux où est située l'usine, derrière des banderoles constituées de sous-vêtements féminins rouges et noirs du plus bel effet. Ni même le défilé beaucoup moins glamour des politiciens de droite et de gauche qui a des relents d'enfumage préélectoral. La décision du tribunal de commerce de Lyon condamne à la fermeture la dernière usine de production de Lejaby en France. Xavier Bertrand déclare au même moment : « Il n'y aura pas d'amélioration immédiate sur le front de l'emploi dans les mois qui viennent. Chacun le sait bien. Pour le moment il faut éviter que le chômage explose². » Pour le moment ? Il veut sans doute dire jusqu'aux prochaines élections.

Le fric

Une usine de plus qui ferme et des ouvrières, des femmes qui vont encore un peu plus toucher du doigt la différence de traitement entre elles et les hommes. D'une manière générale ce sont elles les plus frappées par les licenciements et, quand elles seront en âge de prendre leur retraite, beaucoup d'entre elles constateront que le montant de leur pension sera environ de 40 % plus faible que celui des hommes. Pourquoi ? En moyenne les salaires des femmes équivalent à 80 % des salaires des hommes. Les hommes ont les carrières les plus complètes et les emplois les plus qualifiés. En France, si la moitié des salariés sont des femmes, les écarts salariaux en faveur des hommes sont de 24 % dans le privé et de 17 % dans le public (pour des postes équivalents bien entendu)³. Les femmes occupent 3/4 des emplois à temps partiel. Il n'est donc pas étonnant qu'à l'arrivée (la retraite) les pensions des unes soient beaucoup plus faibles que celles des autres. Ajoutons que 90 % des hommes travaillent à temps plein quel que soit le nombre de leurs enfants ; pour les femmes ce taux tombe à 68 % lorsqu'elles ont un enfant et à 39 % lorsqu'elles en ont plusieurs. On comprend mieux les disparités de revenus.

Le sexe

Assez parlé gros sous, passons au sexe. Non, pas de nouvelles révélations sur les pulsions de DSK dont on se fiche éperdument, mais un constat pas vraiment réjouissant : selon un sondage



Louis Harris (datant de 1991), 19 % des femmes actives déclaraient avoir été victimes ou témoins de harcèlement sexuel. Plus récemment (enquête Insee en 2007) on comptabilisait 3 000 viols par an sur le lieu de travail. Dans 80 % des cas, l'agresseur est un supérieur hiérarchique, dans 20 % c'est un collègue et cela dans tous les corps de métier : bâtiment, cafés-restaurants, secteur aéronautique, ministères, armée⁴. Si les victimes dénoncent les viols, agressions sexuelles ou harcèlement sexuel, elles sont rarement soutenues, encore moins félicitées mais plutôt sanctionnées : démission, licenciement... Les harceleurs bénéficient la plupart du temps de l'impunité. Ils sont des séducteurs, elles sont des salopes !

Les syndicats commencent à peine à prendre en compte ce problème et à proposer à leurs délégués de les sensibiliser, afin de prendre en charge la défense des victimes de manière collective, alors que souvent ces cas étaient considérés comme relevant de la sphère privée. Leur action militante dans ce domaine doit consister pour commencer à informer et prévenir le harcèlement et les agressions sexuelles. Le syndicat des stewards et hôtesses de l'air d'Air France forme ses délégués en espérant ainsi « agir en amont des violences, en plus de pouvoir accueillir les victimes ».

À la maison

Et en privé ? Les hommes n'assurent toujours que 35 % des tâches domestiques⁵. La question est toujours d'actualité : est-ce parce que ces tâches domestiques sont dévalorisées qu'elles sont dévolues aux femmes, ou est-ce parce qu'elles sont dévolues aux femmes qu'elles sont dévalorisées ? Nous avons déjà vu que les femmes actives étaient les « championnes » du temps partiel, ceci explique sans doute cela, et on voit bien qui dans le couple aura la charge d'élever les enfants.

Rien n'est jamais acquis

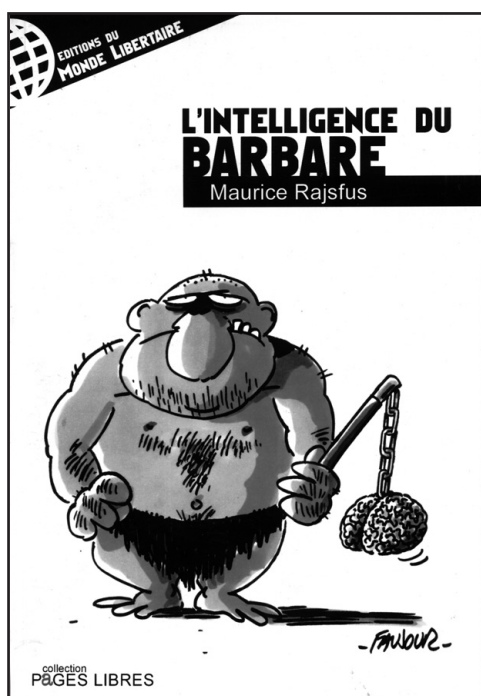
Il y a environ quarante ans un des slogans très populaires dans les manifestations féministes était déjà : « À travail égal, salaire égal. » Un autre proclamait : « Notre corps est à nous ». À la même époque (ce qui ne me rajeunit pas), j'avais commis dans *Le Monde libertaire*⁶ un petit papier évoquant cet autre combat : le droit à l'avortement libre et gratuit. Puis la loi Veil (1975) avait semblé sceller la victoire de celles et ceux qui s'étaient battus pour ce droit. On pouvait penser que la cause des femmes avait fait un bond en avant. Pas tant que ça finalement : certains n'ont jamais admis ce droit et ont toujours essayé de l'entraver. Et puis les lois, ça se vote mais ça peut aussi se défaire. C'est toujours une question de rapport de forces. Les anti-avortement le savent bien eux qui manifestent régulièrement devant l'hôpital Tenon, ou dans les rues de Paris comme il y a deux semaines. Rien n'est jamais acquis, à nous de rester vigilants pour nous opposer aux tentatives réactionnaires, et même pousser plus fort pour aller vers la révolution sociale et libertaire, c'est-à-dire pour mettre les points sur les i, vers une révolution anticapitaliste et autogestionnaire dont le but doit être l'abolition du salariat et l'égalité entre les individus et les sexes. Dans ce but n'oublions évidemment pas de nous remettre nous aussi en question, encore et toujours, où que nous nous trouvions, que ce soit sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, à l'intérieur de nos associations, de nos organisations syndicales (où il reste quand même pas mal de boulot pour en finir avec la domination mâle), ainsi que dans nos organisations spécifiques (les anarchistes n'étant pas non plus toujours exempts de reproches dans les rapports hommes/femmes). Bref, on l'aura compris, rien n'est définitivement gagné pour la cause féministe.

Dans les années soixante-dix, Jean Ferrat, avec un bel optimisme, pouvait déclarer avec Aragon que « la femme est l'avenir de l'homme », mais, de son côté, John Lennon faisait un constat plus amer et chantait que « la femme est le nègre du monde et l'esclave des esclaves ».

Ramón

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

1. *L'Humanité* du 23 janvier/2012
2. Xavier Bertrand sur i-Télé, le 22 janvier 2012
3. Nolwenn Weller sur Bastamag net le 17 janvier 2012
4. Ibid.
5. Observatoire des inégalités.
6. *Le Monde libertaire* n° 200, avril 1974 : « Il se passe toujours quelque chose aux Galeries Lafayette. »



Les dominés seront-ils toujours soumis ?

Les dominés : des « verrues posées sur le corps social »

Dans ce dernier ouvrage de Maurice Rajsfus, qui vient de paraître aux Éditions du Monde libertaire, l'auteur pose la question essentielle de notre siècle de l'ombre : « Pourquoi les relations humaines se sont-elles autant dégradées ? » La réponse est simple : tout simplement parce que le meilleur des mondes n'est pas d'actualité, en témoignent, avant tout, la prévalence du besoin matériel de posséder, ou la jalousie qui prend le pas sur la chaleur des contacts, ou bien encore l'abandon des gestes naturels de convivialité et de solidarité. Toujours est-il qu'au final, ce sont les SDF, les chômeurs ou encore les sans-papiers qui sont les premiers exclus de ce système inhumain et arbitraire. Ces derniers font partie d'un autre univers, celui de la « France d'en bas », rejetés du circuit des gens « normaux », considérés comme des verrues sur un corps qui « devrait être sain ». Et Maurice n'a pas tort, car, pour l'anecdote, lors d'une conférence de presse, j'avais entendu Denis Kessler (président de la Scor, entreprise française de réassurance, c'est-à-dire l'assurance des sociétés d'assurances) comparer les chômeurs « à une maladie incurable, dont il fallait éradiquer les boutons un par un ». Une bonne partie des journalistes présents l'avait insulté avant de quitter bruyamment la salle. Et, aujourd'hui, son rêve est devenu réalité puisque certaines villes du sud de la France, mais aussi Paris, prétendent se débarrasser des SDF et des personnes trouvant leur pitance dans les poubelles sous prétexte que leur air de misère fait mauvais effet sur les touristes.

Les dominants : des « Fregoli modernes »

Et Maurice Rajsfus de nous rappeler, à ce sujet, que nous ne sommes que les rescapés d'un monde parfaitement inégalitaire. Il y a d'un côté les dominants, et de l'autre les dominés : les privilégiés et les autres... Le dominant est persuadé d'être constamment dans son droit. Il a plusieurs facettes, tout comme Leopoldo Fregoli (artiste italien, ventriloque et musicien, réputé pour ses changements de costumes très rapides) ; il peut jouer les meneurs d'hommes ou se montrer doux, si la situation l'exige. Dans tous les cas, il excelle dans le rôle de directeur de conscience : le dominant ne se trompe jamais ! Tellement imbus de son importance qu'il en vient à se croire immortel, d'où cette haine viscérale portée contre les jeunes générations. Le dominant a besoin de surveiller les dominés qui

ont pour fonction d'assurer son pouvoir. Même s'il n'utilise pas les mots, le dominant ne connaît que des domestiques ou des serviteurs.

La dépendance salariale a remplacé le servage

Il ne reste plus au dominé, habitué à obéir à la consigne, que la résistance passive et la docilité, pour ne pas se faire remarquer. Dans la nouvelle organisation du monde moderne, la hiérarchie a pris la place de la féodalité. N'ayant que ponctuellement la possibilité de se rebeller, le dominé doit laisser croire qu'il est toujours possible de compter sur lui. Et ainsi dans cet ouvrage, Maurice passe au peigne fin tous ces nouveaux rapports de force sociaux. Bien sûr la domination salariale, mais aussi celle du banquier par rapport au prolétaire, du policier face au pékin lambda. Mais, en conclusion l'auteur rappelle que pour autant le dominant ne doit pas oublier ses classiques et doit « prendre garde à l'eau qui dort ». Car, étant à ce point persuadé de ne jamais être en danger, il arrive au dominant de négliger le fait que les dominés ne sont pas nécessairement voués à l'obéissance absolue jusqu'à la fin des temps !

Patrick

Groupe Claaaaash
de la Fédération anarchiste

Nous aurons le plaisir de recevoir Maurice Rajsfus samedi 18 février prochain, à 16 heures, à la Librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, Paris XI^e) autour de son dernier ouvrage paru aux Editions du Monde libertaire : France d'en haut, France d'en bas : les dominés seront-ils toujours soumis ?

Ce livre clôt une trilogie commencée avec *À vos ordres ? Jamais plus !* et poursuivie avec *L'Intelligence du barbare*, autour de la domination sociale dont Maurice Rajsfus cerne les différents aspects, en offrant aux lecteurs des pistes pour en finir avec la logique et les mécanismes coercitifs autant qu'avec l'esprit de soumission.

Chaque volume est disponible à la Librairie du Monde libertaire pour respectivement 12, 15 et 12 euros. Offrez-vous la trilogie complète pour 22 euros, port compris ! (Chèques à l'ordre des Editions du Monde libertaire).

Agenda

Vendredi 3 février

Paris XI^e

19h30. Les soirées lectures de la Librairie du Monde libertaire. Thème du jour: les utopies concrètes. Avec Yann, (simple lecteur) et quelques autres viendront discuter avec vous de ce bouquin qu'il ont lu et aimé: *La communauté* (BD autobiographique). 1974. Une vingtaine de jeunes décide de démontrer par l'exemple qu'on peut travailler sans patrons et refuser la société de consommation. 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 4 février

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire: L' Internationale, 1864-1876, l' AIT: III^e partie. Le centralisme autoritaire et le fédéralisme libertaire, antagonistes, s' affrontent vivement entre Marx et Bakounine. Rappel historique, exposé et débat. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Paris XI^e

16h30. Evelyn Mesquida pour son livre *La Nueve 24 août 1944. Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Éditions le Cherche-Midi) et le traducteur: Serge Utgé-Royo. A la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 5 février

Saint-Jean-en-Royans (26)

16 heures. Dans le cadre de son Année de l'autogestion, le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste vous invite à un après-midi autour du film *Spezzano Albanese*. Depuis 1992, des militants libertaires animent à Spezzano Albanese (Calabre, sud de l'Italie) une Fédération municipale

de base, fondée sur des pratiques d'auto-organisation et d'autogestion. La projection sera suivie d'un débat. Maison du Royans, 29, rue Pasteur. Entrée libre. Contact: laruerale@no-log.org

vercors-libertaire.blogspot.com

Saint-Denis (93)

15h-17h: La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Les dimanches de la Dionysversité au Musée de Saint-Denis. Grandville, un diable à Paris (1825-1847). L'œuvre de Jean Ignace Isidore Gérard dit Grandville (1803-1847) est éclipsée par l'éclat de son contemporain Daumier. la France de 1830 fut éblouie par l'audace, le vitriol de son burin, tout autant que par la fantasmagorie de son imagination. Conférence-débat de Laurent Bihl, historien et spécialiste de l'image. Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22bis, rue Gabriel-Péri — Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mardi 7 février

Rennes-Cleunay (35)

20 heures Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste de Rennes organise une discussion/débat ouverte sur l'analyse de l'actualité politique et économique et les perspectives de changement social dans un cadre libertaire. Entrée libre. La Maison des familles (quartier Cleunay), 2, allée Joseph-Gémain (derrière la poste). Bus 9 arrêt De Lesseps.

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: 50 ans après, trois faces de la guerre d'Algérie en France. Première rencontre/débat: La répression: après les massacres du 17 octobre,

Charonne, l'État colonial assassine des militants français. Présentation de Henri Malberg, militant du Parti communiste et présent à Paris au moment de la tragédie. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 9 février

Paris XIV^e

19h30. Menace sur nos neurones, Alzheimer, Parkinson... et ceux qui en profitent. Marie Grossmann et Roger Lenglet démontent dans leur livre paru aux éditions Actes Sud le mécanisme d'un « effet d'aubaine » ignoble. Débat avec les auteurs. Bibliothèque Vandamme, 80, avenue du Maine, Métro: Gaîté. Entrée libre et gratuite.

Paris XX^e

18h30. Quel avenir pour notre école? Au-delà de la suppression de milliers de postes d'enseignants et de la formation professionnelle initiale des maîtres, l'avenir de l'École se joue surtout dans la pénétration des normes néolibérales au cœur du monde scolaire. Rencontre avec Pierre Clément, coauteur du livre *La nouvelle école capitaliste*. Bibliothèque Sorbier, 17, rue Sorbier, Métro: Gambetta. Entrée libre et gratuite.

Vendredi 10 février

Rennes (35)

20 heures. Concert de soutien au Collectif Antifasciste de Rennes, avec Slim Wild Board (Folk, Rennes) et Mohawk (Folk Celtique, Brest). Prix libre; Bar Le Papier Timbré, 39, rue de Dinan.

COMMENT DIFFUSER LE MONDE LIBERTAIRE GRATUIT ?

Si vous souhaitez devenir diffuseur de ce Monde libertaire gratuit, à parution hebdomadaire, il vous suffit d'indiquer les quantités souhaitées à: administration-ml@federation-anarchiste.org et ce sera avec plaisir que nous vous enverrons les journaux à l'adresse que vous indiquerez (50 exemplaires minimum par commande).

QUI SOMMES-NOUS ?

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation. Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus; l'égalité sociale, économique et politique; la liberté de création; la justice; l'éducation libertaire et permanente; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion); la démocratie directe; une économie tournée vers la satisfaction des besoins; l'abolition du salariat; l'écologie; la libre union des individus ou des populations; la liberté d'expression; la libre circulation des individus. Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Le Monde libertaire en kiosque cette semaine



Pour trouver un point de vente,
rendez-vous sur www.trouverlapresse.com

LE MONDE LIBERTAIRE

Chaque semaine, 24 pages d'informations, d'analyses
et de points de vue libertaires chez vous...
c'est possible !

Abonnez-vous !

Offre (re)découverte

4 mois, 16 n^{os} pour 20 € seulement

Soutenez la presse libre et anarchiste !

Toutes nos formules d'abonnement sont consultables sur
www.monde-libertaire.fr

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris) – Dépôt légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 – EDRB.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.